

Développement, colonialisme et inégalités

C'est bien beau de dire qu'il faut consommer moins, mais le développement est pourtant le seul moyen de tirer les pays pauvres de leur misère ! ... C'est du moins l'argument moral « massue » pour justifier la croissance sans fin...

S'il n'est pas contestable que des pays aient besoin de « se développer » -ne serait-ce que fournir à tous de l'eau potable !-, on peut s'interroger sur le but réel et la finalité du développement économique tel qu'il est conduit aujourd'hui.

Loin d'aider les pays dits « sous-développés », il contribue à développer les inégalités et à créer de la misère dans ces pays. Il n'est qu'une nouvelle forme de colonialisme : le colonialisme économique.

Des explications :

- Le colonialisme apportait aux pays occidentaux à la fois des marchés pour leurs produits et de la main d'œuvre et des matières premières bon marché. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, hommes d'affaires et politiques ont compris que ce système ne pourrait plus continuer longtemps. Ils lui ont cherché un substitut : ce serait le libre-échange mondial. Les avantages devaient en être les mêmes : débouchés pour les produits des pays occidentaux, accès aux ressources bon marché des anciens pays colonisés. Entre partenaires si inégaux, il devait se traduire par un impérialisme économique.
- L'aide au développement allait être l'instrument de cet impérialisme. L'idée, en apparence généreuse, était d'aider par des apports de technologies et de capitaux les états sous-développés à accroître leur activité industrielle et améliorer leur niveau de vie. En pratique, ce fut le moyen de les asservir.
 - o L'aide sert à financer les infrastructures nécessaires au double rôle de marché et de pourvoyeur de main d'œuvre et matières premières à bas prix : infrastructures de communications (aéroports, ports, routes...) et de télécommunication, production d'énergie... Pendant longtemps, l'affectation de l'aide à des dépenses sociales qui ne contribuaient pas aux exportations était même interdite par le fond monétaire international !
 - o Ces dépenses sont réalisées par des entreprises transnationales (bureaux d'études, entreprises de bâtiment et travaux publics) ; l'aide revient immédiatement dans les circuits économiques occidentaux
 - o L'aide sert aussi à s'assurer de la complaisance aux gouvernements de ces pays (corruption généralisée et possibilité d'acheter des armes –aux firmes transnationales- pour se maintenir au pouvoir)
 - o Enfin et surtout, l'aide est un instrument pour endetter les pays dits « sous-développés », et donc pour les asservir. Endettés, ils doivent se soumettre aux conditions imposées par leurs créanciers : priorités aux exportations, impossibilité de refuser les investissements étrangers (colonialisme économique), obligation d'ouverture des marchés, importations forcées de produits alimentaires subventionnés par les économies occidentales ... Si les pays créanciers ne veulent pas annuler la dette, ce n'est pas parce qu'ils en veulent le remboursement, mais parce que c'est un instrument de pouvoir.
 - o Chaque année, les pays du tiers monde payent 350 milliards de dollars pour rembourser la dette... à comparer avec les 80 milliards de dollars par an qui leur manquent pour assurer alimentation, eau, éducation, soins (chiffres des Nations Unies)
 - o En 1998, les 41 pays les plus endettés ont transféré vers les pays du nord 1680 milliards de dollars de plus que ce qu'ils en ont reçu : en clair, les pays du sud s'appauvrissent encore au profit des pays du nord qui « pompent » leurs richesses
- Les conséquences de cette aide au développement sont dramatiques. A côté du développement d'une classe moyenne « occidentalisation » (nouveau marché pour les produits occidentaux), les conditions de vie du reste de la population se dégradent.
 - o Les petits paysans sont ruinés par la concurrence déloyale des importations de denrées alimentaires subventionnées.
 - o Ils quittent leur terre, qui sont récupérées pour les cultures exportatrices contrôlées par les firmes transnationales. Les cultures vivrières disparaissent et la dépendance alimentaire s'installe ou s'accroît.
 - o Les artisans, dont une partie de l'activité dépend des paysans et qui sont également concurrencés par les importations de produits manufacturés, sont ruinés à leur tour.
 - o Paysans et artisans vont grossir la masse de main d'œuvre bon marché dans les bidonvilles autour des métropoles.

Des preuves dans le rapport mondial sur le développement humain, PNUD, Nations Unies, 1998

- En 1960, les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1995, leur revenu était 82 fois supérieur.
 - Pas moins de 100 pays - tous en développement ou en transition - ont connu un recul économique sérieux au cours des trente dernières années. Le revenu par habitant y est inférieur à ce qu'il était il y a dix, quinze, vingt, voire trente ans.
 - En Afrique, le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 103 millions en 1970 à 215 millions en 1990.
 - 2,9 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour ; parmi elles 1,2 milliards survivent avec moins de 1 dollar.
 - Les inégalités se creusent aussi en Occident : + 60% de familles sous le seuil de pauvreté au Royaume-Uni dans les années quatre-vingt.
 - En 1998, les patrimoines des trois personnes les plus riches du monde dépassaient ensemble le PNB global des 48 pays les moins avancés.
 - Sur les 4,4 milliards d'habitants des pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'a pas accès à l'eau potable. Un quart ne dispose pas d'un logement correct. Un cinquième n'a pas accès aux services de santé moderne. Un cinquième des enfants n'absorbe pas suffisamment de calories et de protéines. 2 milliards d'individus souffrent d'anémie, dont 55 millions dans les pays industrialisés.
 - En 2005, un rapport de l'ONU prévoit que d'ici 2050 3 milliards d'individus vivront dans les bidonvilles, 3 fois plus qu'aujourd'hui !
- Croire que le développement est une solution au drame de la misère, c'est refuser de voir que depuis des décennies, le développement économique axé sur le développement des exportations génère de plus en plus d'inégalités, entre pays du nord et pays du sud, et à l'intérieur de tous les pays.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus de développement. Cela signifie qu'il faut redéfinir les objectifs du développement : l'autosuffisance alimentaire de chaque pays, l'accès à l'eau potable, aux soins, à l'éducation, au logement... et pas augmenter un PIB par tête qui masque la misère.

L'éradication de la pauvreté ne passe pas par un développement axé sur des exportations, qui bénéficie d'abord aux pays développés.